

## RÉHABILITÉ MAIS IGNORÉ PAR LES POUVOIRS PUBLICS

## Quel rôle pour le Conseil de la concurrence ?

**Mis sous l'éteignoir depuis 2003, puis réactivé en 2013, le Conseil national de la concurrence (CNC) peine à se faire entendre des pouvoirs publics. Le président de cette autorité administrative autonome placée auprès du ministre du Commerce et chargée de veiller au respect des règles saines de la concurrence a eu un coup de gueule, en regrettant qu'il n'ait pas été associé à la décision de la mise en place des licences d'importation. Et ce, bien que la loi l'exige.**

**Younès Djama-Alger (Le Soir)** - Invité hier du forum économique d'El Moudjahid, Amara Zitouni, à la tête de cette instance depuis sa réactivation en 2013, a indiqué que l'article 36 de l'ordonnance 03-03 relative à la concurrence est clair, et stipule que lorsqu'un projet de loi ou de décret instaure des mesures restrictives sur le plan quantitatif, l'initiateur (ministère) doit requérir l'avis du

Conseil de la concurrence. «Nous avons, pour notre part, appris comme tout le monde par voie de presse l'instauration des licences. Suite à quoi, le CNC a "protesté" par le biais des canaux appropriés mais s'est fait signifier que son recours était tardif. Le Conseil a alors demandé à être consulté sur les textes d'application», a expliqué Amara Zitouni. Ce qui fut fait et le Conseil a

donné son avis qui n'a cependant pas été pris en compte pour des raisons sur lesquelles M. Zitouni n'a pas souhaité s'avancer.

«Le texte est passé comme une lettre à la poste», regrette-t-il. Il précise qu'aucune plainte n'a été adressée à son instance par les concessionnaires mécontents des quotas qui leur ont été alloués. Rappelons qu'il a fallu les événements de 2011 et que l'APN crée une commission d'enquête laquelle a rédigé un rapport pour que le Conseil de la concurrence soit réactivé. Pour sa reprise, ledit conseil a démarré, de l'aveu de son président, dans des conditions «très difficiles», invoquant notamment un problème d'exiguïté des locaux qui lui ont été affectés au ministère du Travail de

l'Emploi et de la Sécurité sociale. «Nous travaillons dans un réduit, et les locaux sont très exigus. Dans un rapport remis aux autorités, il a été notifié que d'après une expertise, le Conseil doit fonctionner avec un effectif de 160 personnes toutes catégories confondues. Aujourd'hui, observe Amara Zitouni, l'instance fonctionne avec une trentaine de personnes, et ce, au moment où le Conseil a reçu l'autorisation de recruter 75 personnes, un recrutement qui n'a pas encore été effectué en raison du manque d'espace. Ce qui fait dire au président de cette instance que les «missions du Conseil de la concurrence ne sont pas en adéquation avec les moyens qui lui sont affectés». Il arrive que des affaires dites

«grosses» comme celles ayant opposé Sonatrach et des distributeurs de carburants ou encore l'affaire Lafarge, mobilisent énormément de moyens et de temps que nécessitent cinq à six affaires. Même avec autant de contraintes, le CNC est tenu de traiter chaque affaire qui parvient dans le cadre des litiges liés à la concurrence, au risque de faire preuve de «dénî de justice», observe Amara Zitouni.

«Pour ce faire, nous essayons de hiérarchiser les priorités et mobiliser le peu de moyens que nous avons en fonction des urgences», soutient le président du CNC. A noter que depuis sa réactivation, le CNC a traité une centaine d'affaires.

Y. D.

## CRASH D'AIR ALGÉRIE AU MALI

## Les pilotes étaient mal formés, selon un syndicat

**Les pilotes espagnols aux commandes de l'avion d'Air Algérie qui s'était écrasé en juillet 2014 au Mali, causant la mort de 116 passagers, n'étaient pas formés aux manoeuvres qui auraient pu éviter le drame, a indiqué lundi le principal syndicat de pilotes espagnols.**

«Les pilotes n'avaient jamais été formés pour affronter de telles situations», a souligné hier le syndicat Sepia dans un communiqué, rappelant que selon le rapport final du Bureau d'enquêtes et d'analyse français pour la sécurité de l'Aviation civile, ou BEA, publié en avril, l'accident a été provoqué par «la non-activation» par l'équipage du système antigivre, suivie de l'absence de réaction des pilotes pour sortir d'une situation de décrochage.

L'obstruction des capteurs de pression des moteurs en raison du givre a conduit à une diminution de la poussée des moteurs, puis de la vitesse

de l'avion. L'équipage n'aurait pas détecté cette diminution de vitesse jusqu'au décrochage, puis n'a pas été en mesure de le rattraper.

«Nous n'apprenons pas de nos erreurs», a dénoncé lors d'une conférence de presse Ariel Shocroón, chef du département technique du syndicat, ajoutant que «le pilote et le copilote étaient très expérimentés, et avaient plus de 16.000 heures de vol sur cet aéronef. Mais nous avons besoin davantage d'entraînement et de meilleure qualité».

Le McDonnell Douglas MD83 s'est écrasé il y a tout juste deux ans, dans le nord



Crash de l'avion d'Air Algérie au Mali.

du Mali, avec 110 passagers et six membres d'équipage à bord. Il reliait Ouagadougou à Alger, et transportait principalement des Français (54), des Burkinabè (23), des Algériens (8), et des Libanais (6). Les six membres d'équipage étaient des Espagnols mis à disposition par une compagnie espagnole de leasing, Swiftair.

Le syndicat a rappelé que d'autres accidents aériens

avaient déjà été causés par ce type de problèmes, notamment celui du vol Rio-Paris d'Air France qui s'était abîmé dans l'Atlantique en juin 2009 avec 228 passagers à bord. Depuis, l'Organisation de l'aviation civile internationale a prévu des formations complémentaires, qui n'ont pas été mises en œuvre par Swiftair avant l'accident.

APS

## SANTÉ

## Boudiaf défend les structures de proximité

**Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a estimé hier à Alger, impérative la concrétisation du principe de rapprocher la santé du citoyen en rétablissant sa confiance en les prestations offertes par les établissements sanitaires.**

M. Boudiaf qui présidait l'ouverture de la journée de sensibilisation sur la santé de proximité sur les ondes de Radio El Bahdja à Alger, en parallèle avec les radios locales, a mis l'accent sur la nécessité de concrétiser le principe de la santé de proximité afin d'atténuer la pression qui pèse sur les grands établissements hospitaliers.

Il a précisé que son secteur s'employait dans le cadre de la réforme du système de la santé, du respect de la pyramide hiérarchique et l'amélioration du service public, à réhabiliter les cliniques de proximité pour la prise en charge sanitaire de base du citoyen.

Le ministre de la Santé a indiqué en outre, que la prise en charge du citoyen par les cliniques de proximité demeurerait le «meilleur moyen» pour prodiguer les soins de base et de qualité au malade, puis l'orienter vers d'autres établissements hospitaliers en cas de complications.

Il a rappelé à ce propos, l'existence de 1 652 cliniques de proximité à travers le territoire national qui disposent toutes, de laboratoires d'analyses et de médecins généralistes, de gynécologues et de pédiatres et où, a-t-il dit, des soins sont proposés pour faire éviter au citoyen le déplacement vers les grands hôpitaux.

D'autre part, Boudiaf a souligné la nécessité de parvenir dans le cadre de la nouvelle méthode de travail, à la concrétisation du principe des soins à travers le médecin traitant en vue d'un meilleur suivi du dossier du patient.

Il a évoqué, toujours dans le cadre de la santé de proximité, les prestations offertes en matière de soins et de suivi à domicile ce qui permet de libérer des lits au niveau des grands hôpitaux et de préserver la dignité du malade en le maintenant en milieu familial.

Abordant le vaccin retiré après le décès de deux nourrissons à la clinique privée de Rouiba, il a déclaré que l'enquête sur les circonstances de ces décès était en cours et les résultats seront connus prochainement, ajoutant que le lot utilisé a été retiré et que les services de protection maternelle et infantile continuaient la vaccination.

APS

## MULTIPLICATION DES NOYADES DANS LES PLANS D'EAU

## Quand la sensibilisation vient à manquer

**Si elle est synonyme de détente et de farniente, la saison estivale charrie annuellement son lot de drames et de dégâts liés aux noyades et aux feux de forêt.**

**M. Kebci-Alger (Le Soir)** - Et la présente période des grandes chaleurs qui est presque à mi-chemin a déjà eu ses effets en la matière puisqu'ils étaient, jusqu'à avant-hier dimanche, 128 à périr, dont une grande majorité sur les divers plans d'eau et les plages interdites à la baignade.

C'est ainsi que selon le chargé à la communication à la Direction générale de la Protection civile, durant la période s'étalant du 1<sup>er</sup> juin au 24 juillet courant, les éléments de ce corps ont eu à effectuer pas moins de 19 559 interventions sur les 400 plages autorisées à la bai-

gnade au niveau des 14 wilayas du littoral du pays. Et si 12 831 personnes ont été sauvées 5 196 soignées sur place, il a été, fort malheureusement, enregistré 54 décès, précisera le colonel Achour, dont 28 sur les plages interdites à la baignade. Autre comptabilité macabre qui renseigne sur l'inconscience des baigneurs, notre interlocuteur en appelant au sens de responsabilités des parents : pas moins de 74 personnes dont une grande proportion de bambins et de jeunes, ont péri dans les divers plans d'eau, soit plus que le nombre de victimes enregistré au niveau des plages, autorisées ou interdites à la baignade.

Des plans d'eau comme les barrages, les retenues collinaires, les oueds et autres cours d'eau qui présentent une multitude de dangers, nécessitant, de ce fait, l'implication de plus d'un acteur.

Comme par exemple, le département des ressources en eau et de l'environnement qui vient de reporter à jeudi prochain, sa campagne de sensibilisation contre la nage dans les barrages. Une seconde campagne démarrera du barrage de Bouhaniffa, dans la wilaya de Mascara que le nombre effarant de victimes enregistré ces dernières cinq années, 87, dont 12 au cours du premier semestre de cette année.

Au chapitre des feux de forêt, il a été enregistré pas moins de 387 foyers d'incendie ayant eu raison de 1 194 hectares de forêts, 618 ha de maquis et 1 294 ha de broussailles.

Des incendies de forêt dans lesquels les wilayas de Tlemcen et de Béjaïa détiennent la triste palme.

M. K.